

Déclaration SNES-FSU CTA 15 octobre 2020

Notre inquiétude, et celle de nos collègues, est forte en cette troisième rentrée préparée par le Ministre Blanquer. Bien sûr l'inquiétude a trait aux suppressions de postes, à la poursuite des réformes, à la volonté de contraindre nos métiers... nous y reviendrons. Mais l'inquiétude a trait aussi au pilotage de notre institution. À qui s'adresse le Ministre Blanquer quand il parle de « rentrée dans la joie » ? À qui s'adresse le Ministre Blanquer quand il prétend que des heures supplémentaires sont équivalentes à des recrutements de professeurs ? À qui s'adresse le Ministre Blanquer quand il prétend, à rebours de la quasi-totalité des sociétés savantes des autres pays, que les enfants et adolescents sont peu « Covid-contaminants » et qu'il ne peut y avoir de foyer épidémique dans les établissements ? À qui s'adresse votre communication Madame la Rectrice quand vous prétendez que la rentrée s'est déroulée de « façon exemplaire » dans l'académie ? À qui vous adressez-vous Madame la Rectrice quand vous relayez initiatives ou événements toujours plus éloignés de nos réalités professionnelles ? À qui vous adressez-vous lorsque vous vous targuez d'un dialogue social autour de votre projet académique alors que vous avez refusé de le soumettre au vote de cette instance ? À l'évidence, ni le Ministre, ni vous-même, ne vous adressez aux personnels chargés au quotidien de maintenir la barque Éducation nationale à flot. Tout donne l'impression d'un pilotage politique de notre institution en vase clos, vase lui-même dans une dimension parallèle à celle des réalités professionnelles et de terrain. Ce refus d'entendre les difficultés exprimées par les personnels, d'entendre les propositions des organisations syndicales, et au premier chef celles du SNES-FSU syndicat majoritaire dans les collèges et lycée, est délétère, tant le découragement qu'il induit est fort chez nos collègues. Notre institution sera-t-elle plus à même de relever les défis qui sont les siens si sa parole est discréditée et si ses personnels sont désabusés ? Il est sans doute temps de mettre fin aux visites Potemkine et à une telle communication, il est sans doute temps de redonner aux instances de concertation leurs rôles de dispute sur les projets et les idées, mais de leur permettre aussi de trouver la voie, malgré les désaccords, vers un Service public d'Éducation qui n'évince pas les élèves, qui ne fragilise pas les plus fragiles d'entre eux, qui ne maltraite pas les personnels en niant leur professionnalité et en ne les rémunérant pas correctement.

Or pour la rentrée 2021, l'annonce de 1800 nouvelles suppressions d'emplois de professeurs plane sur ce CTA.

Combien d'entre elles viendront, dans l'académie de Limoges, dégrader à nouveau les conditions d'encadrement de nos élèves, détériorer encore davantage les conditions de travail des professeurs ? 70 emplois ont déjà été ponctionnés des collèges, lycées et LP du limousin depuis la rentrée 2018, pour une démographie stable. Il serait irresponsable de continuer dans cette voie, au plan de l'académie, comme au plan national alors que 28 000 élèves supplémentaires sont attendus.

Les conséquences du confinement se font pourtant sentir chaque jour dans les classes. Là où il aurait fallu des moyens humains supplémentaires pour de meilleures conditions de travail en classe, et non des heures supplémentaires pour du travail hors la classe, le ministre s'entête à supprimer des emplois, à alourdir les programmes, à malmener nos métiers, à maintenir sa réforme du bac délétère et au calendrier fou amputant plus encore le temps de classe que l'ancienne formule qui, garantissait elle, le caractère national du diplôme et l'égalité de traitement entre candidats.

Alors que le plan de relance s'attache à favoriser toujours plus la politique de l'offre en faveur des entreprises, poursuite d'une politique sans effet depuis des décennies, l'Éducation et les Services publics en sont vigoureusement écartés malgré leur rôle irremplaçable. L'affaiblissement du Second degré ne peut se poursuivre, des créations d'emplois y sont indispensables, entendre cette demande et y accéder serait un premier pas, un investissement pour l'avenir.

Pour finir, la presse s'est fait écho du possible danger représenté par les masques de marque DIM fournis par l'Éducation nationale. Le SNES-FSU exige une expertise indépendante sur la qualité de ces masques. Le SNES-FSU est déjà intervenu à de nombreuses reprises en CHSCT Ministériel et académique, en CTA, sur la question des masques. Il rappelle sa demande, déjà exprimée, de masques chirurgicaux à usage unique, fourni par l'employeur. L'employeur est responsable de la santé et de la sécurité : il n'est pas question de transiger avec la sécurité des personnels !

Il reste par ailleurs stupéfiant de constater, alors que les mesures ne cessent de se durcir face à la crise sanitaire, faute d'anticipation et d'investissement dans l'Hôpital de la part du Gouvernement, que le Président n'ait eu aucun mot hier soir sur le protocole sanitaire dans l'Éducation, pourtant très en deçà que s'il devrait être pour garantir la sécurité des élèves, de leurs familles et des personnels. L'augmentation très importante des cas ces derniers jours démontre qu'il y a urgence. Quand serons-nous entendus ?